

Crise financière et aide au développement

Force est de constater que le postulat de l'efficacité du système bancaire et financier pour l'allocation optimale des ressources est aujourd'hui battu en brèche par la débâcle des banques en général et des banques d'affaires en particulier. L'allocation des ressources devra passer par des canaux bancaires assainis mais aussi par d'autres agents économiques. En effet, la situation présente et ses conséquences prévisibles à moyen et long terme invitent les Etats à redistribuer les rôles. En France par exemple, la contrepartie de la recapitalisation des banques par l'Etat prend la forme d'une orientation d'une partie au moins de leur activité de crédit en faveur des PME. Ailleurs les fonds souverains servent d'« investisseur de la dernière chance » pour des pans entiers de l'économie. Il y a fort à parier que d'autres initiatives de ce genre, reposant sur les acteurs publics, seront prises dans les prochains mois.

La contagion à l'économie réelle de la crise financière a déjà conduit, comme en Grande Bretagne et maintenant en Chine, les gouvernements à mettre en œuvre des politiques d'inspiration keynésienne. Si l'automobile apparaît en tête de la liste des secteurs qui en bénéficieront, les politiques de relance trouveront d'autres points d'application. Parmi ces derniers, il en existera qui ont un rapport direct avec l'objectif d'un développement durable poursuivi par les organismes de développement.

Ainsi, par exemple, les moyens financiers et humains que requièrent la transformation de la production de l'énergie, de son utilisation par l'outil industriel, les transports, l'habitat,, pour inverser aujourd'hui la tendance au réchauffement de la planète, sont porteurs d'une croissance économique à court terme, ce que poursuivent les politiques destinées à enrayer la récession. Ils sont aussi (et surtout) les facteurs d'une croissance à plus long terme. La valeur ajoutée qu'ils créeront se concrétisera par des gains d'efficacité dans les processus de production et de consommation : consommer moins d'énergie fossile ou même d'énergie quelle qu'en soit la source, ce pour un niveau identique en quantité et en qualité de service, créera une richesse supplémentaire.

Sous cet angle, l'aide au développement figure parmi les leviers dont disposent les Etats à la fois pour relancer l'économie et pour dialoguer avec les pays émergents et en voie de développement sur des thématiques de progrès à long terme.

La réforme de la politique énergétique offre un exemple du dialogue que les circonstances actuelles permettent d'approfondir. Aider et accompagner les pays les moins bien préparés à cette transition est l'un des rôles que jouent les organismes de développement en étroite collaboration avec les gouvernements. En catalysant des compétences techniques et en les associant à des instruments financiers adaptés (prêts à long terme, subventions ciblées, garanties données..), ils stimulent la recherche et la mise en œuvre de solutions, accroissant ainsi l'activité et le développement des entreprises de ce secteur. Les pays du Nord comme du Sud ont intérêt à stimuler ce secteur dans la perspective d'une relance à court terme comme du développement à plus longue échéance d'une nouvelle source de valeur ajoutée et d'emploi.

D'autres secteurs se prêtent à cette approche : l'agriculture, la gestion de l'eau, la biodiversité, la dépollution industrielle.... Depuis plusieurs années déjà chacune de ces problématiques est traitée par des agences de développement telles que la Banque Mondiale ou l'AFD. Elles comptent aujourd'hui parmi les acteurs les plus en prise avec ces évolutions de fond que la crise contribue à accélérer. Il serait donc naturel que leur soit confié un plus grand rôle dans l'allocation des ressources du monde.

